

« Le discours dichotomique sur la relation tradition / modernité en Afrique : une approche centrée sur le Mozambique »

Conférence prononcée le 23 février 2012
à la Bibliothèque Universitaire de l'Université PARIS 8
par **M. Martinho PEDRO**, professeur invité,
enseignant-chercheur du Département d'Anthropologie et de Sociologie
de l'Université Pédagogique du Mozambique

L'intérêt pour ce sujet est né de la consultation de la documentation primaire de la période coloniale conservée aux Archives Historiques du Mozambique (Maputo) et aux Archives Historiques de l'Outre-Mer (Lisbonne). Cette consultation s'est concentrée sur l'analyse du rapport entre le discours officiel et la pratique coloniale dans l'espace colonial portugais. S'agissant du discours officiel, nous avons porté une attention particulière aux rapports du personnel, notamment administratif, qui, au cours de la période coloniale, en tant que théoricien du système, avait pour fonction de développer des stratégies pour une colonisation effective en Afrique en général et au Mozambique en particulier. Puis cette consultation nous a conduit à lire d'autres types de documents qui, tout en ayant comme base d'analyse la situation constatée dans les documents primaires des deux archives, montraient à première vue une certaine contradiction entre ce qui était décrit dans ceux-ci et la réalité sur le terrain. Après, nous avons dû faire une relecture des écrits concernant les conditions historiques du Portugal, notamment au XIX^e siècle, qui prévalaient tant à l'intérieur de ce pays que dans ses rapports avec d'autres régions, aussi bien en Afrique qu'en Europe. Il nous a fallu aussi analyser la période où l'altérité a été effectivement utilisée dans les colonies. À cette fin, nous avons eu recours à la lecture d'ouvrages à caractère philosophique, tel *Le discours philosophique de la modernité* de Jürgen Habermas (1988) et *Les Anormaux* (1999) de Michel Foucault, ainsi qu'aux débats qui, de façon transversale, se penchent sur la question de la modernité et sur la colonisation européenne moderne. Nous avons encore revisité dans la documentation secondaire les œuvres d'intellectuels qui, actuellement, développent leurs recherches sur l'hémisphère sud, comme Santos (*A gramática do tempo*, 2006), Santos (2009)¹. Enfin nous avons mobilisé des parties importantes de notre thèse² sans les citer explicitement. C'est le croisement de ces différences sources qui nous a permis d'aborder ce thème du *discours dichotomique sur la relation tradition / modernité en Afrique*, en centrant notre approche sur le Mozambique. À noter qu'à relire le texte de notre communication, une formulation plus exacte du titre de cette conférence aurait pu être « La fausse opposition entre moderne et traditionnel dans l'espace colonial portugais ».

En effet le premier argument que nous soutenons ici - quelque peu provocateur -, c'est que tant sur le plan théorique que sur le plan pratique ou sur le plan existentiel, il n'a jamais existé un contraste abyssal entre le traditionnel et le moderne, au moins dans la période où ce processus a pris naissance, contrairement à ce que l'on a laissé entendre presque tout au long des XIX^e et XX^e siècles. Loin de constituer une opposition objective dans la période

¹ Voir l'article de Aníbal QUIJANO : « Colonialidade do poder e classificação social », in Santos, Boaventura de Sousa e Meneses, Maria Paula. *Epistemologias do sul*. Coimbra, Almedina, 2009 : 73-117.

² « La persistance des Autorités Traditionnelles dans le Mozambique Colonial (1834 – 1974) : Le cas des *Mamwene* de la *Macuana* (Nampula) », sous la direction de Frédéric CHAUVAUD, Poitiers, janvier 2010.

considérée, il a été procédé à une exploitation pratique de l'altérité présente, construite à l'époque par l'un des groupes sociaux concernés, en l'occurrence les Européens. Notre deuxième argument, c'est que cet usage de l'altérité s'est produit dès qu'il est devenu approprié à sa fin dans le contexte de la colonisation. Ainsi, dans cette production conceptuelle élaborée en fonction de l'opportunité, les termes utilisés l'ont été pour conforter la reproduction de la colonisation européenne en Afrique, principalement au cours des quatre derniers siècles, opposant des réalités qui, comme nous le verrons, n'étaient pas a priori très distinctes, au point de créer de la conflictualité, au moins dans l'espace colonial portugais.

Le premier indice qui conforte ces propositions se trouve en décryptant et en comparant la documentation portugaise produite à deux périodes différentes et relative à des épisodes concernant le même territoire et les mêmes groupes sociaux. Ainsi la documentation portugaise des XV^e, XVI^e et XVII^e siècles, qui décrit le contact entre les Portugais (les Européens) et les groupes sociaux indigènes (les Africains) remarque qu'au niveau socio-politique, ces derniers avaient leur hiérarchie interne, avec à leur tête, selon la taille des territoires et la complexité des noyaux politiques, des rois et des empereurs. A ce titre, pour la période allant du XV^e au XVII^e siècle, il est fait état de concepts et de réalités tels que l'Empire du Monomotapa, les royaumes Marave (Mozambique), le royaume Bakongo (Angola), etc., avec leurs empereurs et leurs rois. D'ailleurs ces réalités ont été une évidence dès les premiers instants de la rencontre entre les deux groupes sociaux : les Européens et les Africains. Par exemple, quand les Portugais, conduits par Vasco de Gama, ont atteint les terres qu'ils appelèrent « Terra de Boa Gente » et que l'historiographie identifie comme l'actuelle province d'Inhambane, ils ont décrit parmi la population venue sur la côte à leur contact la présence d'un grand personnage qui était le roi. Le même *roteiro*³ indique que les Portugais ont trouvé sur l'Île du Mozambique un personnage localement désigné par le terme de *Colyytan* [Sultan], que les Portugais comparaient à un vice-roi ou désignaient comme le roi du Mozambique. D'ailleurs, même pendant le XIX^e siècle, Manuel Cirne, se reportant à la partie du territoire continental située face à l'Île du Mozambique, la *Macuana*, écrivait que les terres intérieures étaient « (...) subordonnées à des royaumes indépendants (...) »⁴. Le rapport de Vasco de Gama fait encore état de la présence d'hommes bien habillés, principalement sur la rive gauche du Zambèze où les Portugais avaient réussi à ravitailler leurs navires après leur escale à Inhambane.

Il est encore possible de remarquer que, pour que le Portugal puisse entreprendre d'établir des relations avec ces unités politiques, il était nécessaire d'envoyer ce que la documentation portugaise identifie comme des ambassades, dont la mission était de créer les conditions pour permettre des relations amicales entre Lisbonne et l'unité politique concernée. Dans ce type de relations, le Portugal est resté pendant plus d'un siècle sans liaison directe avec les Mwenemutapas, dont les terres s'étendaient à l'intérieur, entre le Zambèze et le Save, et qui font partie aujourd'hui de la région centre du Mozambique. Pour ces contacts, les Portugais avaient recours à un intermédiaire appelé *Capitão das Portas* (« Capitaine des Portes »).

En consultant la documentation datant du XIX^e siècle, concernant les mêmes territoires de l'Afrique, avec lesquels le Portugal avait entretenu une relation à travers des ambassades, parce qu'il y avait à leur tête des rois ou des empereurs, on découvre une autre façon de décrire les mêmes réalités. Dans cette documentation, nous ne trouvons jamais

³ Récit/rapport de l'expédition.

⁴ Manuel J. M. de Vasconcelos e CIRNE, "Documentos para a História das Colónias Portuguezas – Memória sobre a Província de Moçambique", Lisboa, Imprensa Nacional, 1890, p. 6.

l'indication de la présence de rois et de royaumes, d'empires et d'empereurs, ni celle de gens bien habillés. Toutes ces catégories ont disparu ou se sont évaporées. En lieu et place des royaumes et des empires, on va trouver des chefferies, c'est-à-dire des petites unités politiques dans le sens minimaliste que leur donne Georges Balandier, ou même des communautés sans État, qui vivaient selon un système désordonné, composées de personnes nues ou qui ne couvraient que leurs parties sensibles. On peut alors se poser la question : Que sont devenues les situations décrites aux XV^e, XVI^e et XVII^e siècles ? Où sont passés les rois, les royaumes, les empires, les empereurs et les personnes bien habillées ? Se seraient-ils volatilisés ? La réponse, c'est qu'au XIX^e siècle les mêmes personnages ont reçu de nouvelles dénominations telles que « potentats » et « régulos ». Concernant cette dernière catégorie, on verra que le système colonial a placé sur le même plan tous ses adversaires politico-administratifs. À titre d'exemple, un *Mpewe* comme Avarra de Malema, qui avait vingt-trois chefs qui lui étaient subordonnés, après avoir soumis tous les chefs de la *Macuana*, a été désigné par le même titre que tous ses subalternes, c'est-à-dire que dans son territoire le *statut* politique est devenu isomorphe (Pedro, 2010). En effet, jusqu'à la révision officielle concernant la nature des commandements politiques locaux, qui a eu lieu à partir des années 1930 et s'est poursuivie dans les décennies suivantes, tous les chefs ont été désignés comme *régulos*, désignation localement sans rapport avec les réalités présentes jusqu'alors, c'est-à-dire avec les désignations autochtones qui correspondaient à la place que chacun occupait dans la hiérarchie politique locale.

C'est alors là que commence, comme nous le verrons plus tard, la construction d'une opposition pour mettre en place, localement, des rapports hiérarchiques ou de subordination. Je voudrais me référer ici à Santos (2006) pour soutenir ce point. Dans le processus de découverte que l'Europe affirme avoir mis en œuvre (bien qu'à notre avis, l'Europe n'ait rien découvert, au moins dans la période moderne⁵), il met en évidence un processus symétrique. En fait, pour Santos (2006:177-179), dans le processus de découverte, qui découvre est également découvert. Dans ce contact entre l'Europe et l'Afrique, le processus relationnel était aussi la manifestation d'une relation de pouvoir et de savoir. Était « ... découvreur celui qui [avait] plus de pouvoir et de savoir et qui, par conséquent, avait la possibilité de déclarer l'autre comme celui qui avait été découvert » (ibid.). Par ce processus, commença à s'imposer l'infériorité présumée du supposé « découvert », qui pouvait devenir ainsi la cible de la violence physique et symbolique, légitimée par un discours approprié (...). Sur le même sujet, Quijano souligne que pendant cette période "(...) on a mis en place de nouvelles identités sociétales de la colonialité - les Indiens, les Noirs, les Chinois, les Jaunes, les Blancs, les Métis - et le colonialisme géoculturel - l'Amérique, l'Afrique, l'Extrême-Orient, le Moyen-Orient (plus tard l'Asie), ou l'Europe occidentale (*Ibid.*, p. 74).

La question du pouvoir *eurocentrique* se serait développée, selon Quijano, autour de la lutte pour le contrôle des moyens de l'existence sociale: le travail et ses produits, la nature et ses ressources de production, le sexe et ses produits et la reproduction de l'espèce, la subjectivité et ses produits matériels et intersubjectifs, y compris les connaissances, l'autorité et ses instruments de coercition en particulier, afin d'assurer la reproduction de ce modèle de relations sociales et de réglementer ses changements (ibid.: 76 .) C'est dans le cadre de la systématisation de ces réalités qu'a été construite la première base de l'opposition entre tradition et modernité, où l'Europe était le corollaire du développement social, c'est-à-dire de la civilisation, et où l'opposé devait être le sauvage.

⁵ Jusqu'à cette période, l'Europe connaissait déjà le continent africain. Par ailleurs, les Arabes s'y étaient fixés depuis le VIII^e siècle. On peut dire la même chose à propos de l'Amérique : les « Indiens » avaient déjà découvert ce continent en traversant le détroit qui sera désigné plus tard comme le détroit de Béring.

Cependant, bien que cette opposition ait été créée, nous pensons que celle-ci, en raison de la nature subjective de son existence, n'a jamais été nécessairement conflictuelle, comme nous l'avons signalé plus haut. Selon nous, le « traditionnel » alors rejeté n'était pas si éloigné, les différences se résumant à quelques principes fondamentaux : au niveau de la critique, de la production matérielle et de la séparation entre les sphères publique et privée. De toute façon, étant donné que tout ce qui est distant est conflictuel, on a développé la théorie de l'opposition entre les deux bornes, mais dans ce cas, ce n'était pas nécessairement l'expression d'un conflit. Toutefois, il a été instauré une telle distance que les Européens, utilisant la subjectivité et les résultats de cette subjectivité, et en particulier la connaissance, ont pu imposer le terme « moderne » et l'interpréter à la lumière de l'Occident, de l'Europe.

En abordant le sujet par le côté conceptuel du terme, et en nous appuyant sur Habermas, on constate que le concept de « temps modernes », qui a été forgé au XVIII^e siècle et systématisé au siècle suivant, a été attaché à l'Europe, avec l'idée ou le sens de révolution, de progrès, d'émancipation, d'évolution, entre autres significations, tous ces synonymes ayant comme caractère commun le mouvement⁶. Cependant, d'une séquence diachronique, dialectique, où une formation sociétale évolue au fil du temps, l'Europe, après être passée par une période de grande production matérielle, a cherché à s'isoler, à un moment donné, comme si le continent était tombé du ciel dans la période moderne.

C'est à partir de ce raisonnement que nous affirmons que, loin d'avoir été une opposition entre des normes civilisationnelles, à l'époque où la soi-disant modernité s'est développée, les Européens, utilisant toujours la subjectivité, ont créé des catégories sociales asymétriques, dont l'imposition de la catégorie du « traditionnel ». Psychologiquement, on ne sort victorieux que si l'on a une très forte opposition (...). L'idée de modernité retentit mieux avec la présence d'un opposé fort : le traditionnel. Un match désastreux ! À ce propos, Anna M. Gentili, une historienne italienne, remarque que c'est pour délégitimer les sociétés différentes que furent développées des études à caractère ethnographique et anthropologique. Mais le plus intéressant est la suite de son raisonnement, où elle confirme la construction subjective du processus. Elle souligne que ces études ethnographiques et anthropologiques,

« (...) doivent être, avant tout, décodées, comme l'histoire de la présence et de la conceptualisation européenne sur l'Afrique [dont] (...) le champ d'étude n'était pas seulement « l'autre », le différent de l'Occident, mais était principalement « l'autre », objet de soumission et de domination qui, à partir du moment de la subordination, n'a jamais été autorisé à avoir la parole ou à raconter son histoire, mais a juste pu être décrit, classifié, hiérarchisé selon des codes élaborés à l'intérieur de la culture des dominateurs »⁷.

De telles descriptions et classifications, élaborées unilatéralement, ont été mobilisées dans divers domaines. Dans le domaine identitaire, des termes tels que les païens (gens inférieurs), les cafres, l'indigène, le noir, le sauvage, entre autres, furent introduits. Dans le contexte religieux, les pratiques africaines ont été considérées comme de simples rituels ou des pratiques magiques ou encore des superstitions, un processus de désignation qui visait certainement à affirmer la supériorité de la religion apportée par les Européens. Dans la

⁶ Jürgen HABERMAS. *Le discours philosophique de la modernité* (Douze conférences). Bibliothèque de philosophie. Paris, Éditions Gallimard, 1988, p. 8.

⁷ Anna Maria GENTILI. *O Leão e o Caçador. Uma história da África sub-sariana*. [Maputo] Arquivo Histórico de Moçambique, Estudos 13, 1999, p. 10. (Traduit de l'italien « Il Leone e il Cacciatore, Storia dell'Africa Sub-Sahariana, Sc. XIX e XX », Roma, La Nuova Italia Scientifica, 1995).

meilleure des hypothèses, elles furent considérées comme des pratiques magico-religieuses, même lorsque certains systèmes culturels adoraient une seule divinité, correspondant en quelque sorte au Dieu que les représentants de la religion chrétienne voulaient introduire. Dans le domaine politique, où existaient aussi des systèmes de commandement qui, bien qu'ils n'aient pas d'équivalent, avaient la même essence que leurs correspondants en Europe, ont aussi été utilisés des termes péjoratifs qui dépréciaient les *statuts* socio-politiques existants. Ainsi, tous les chefs politiques sont devenus, comme nous l'avons déjà signalé, des *regulos*, c'est-à-dire des petits rois, par opposition à la figure du Roi, car dans le même espace il ne pouvait pas y avoir deux rois. Notons que parfois la modalité dépréciative passait par une représentation graphique : s'il s'agissait du roi, généralement on l'écrivait avec l'initiale majuscule "R", quelquefois avec des ornements ou stylisé. Et s'il s'agissait de *regulos*, le "r" minuscule était habituellement utilisé. Dans la meilleure des hypothèses, quand il était nécessaire de montrer l'existence d'une hiérarchie, par exemple entre deux chefs locaux, le chef hiérarchiquement inférieur était appelé « petit *regulo* » et celui hiérarchiquement supérieur devenait le « grand *regulo* »⁸. Ces mots ou ces expressions avaient pour fonction de dévaloriser l'autre, de le réduire à un être immature, à l'instar des enfants qu'il fallait éduquer. De la sorte, ceux qui les ont forgés et qui les ont utilisés ont pu légitimer leur propre pouvoir, manifester leur modernité à la fois à leurs propres yeux comme à ceux des populations colonisées. En fait, une telle situation servait à opposer les réalités identitaires en présence, où les réalités locales devaient se soumettre aux réalités européennes. Dans cette perspective, les techniques d'infériorisation devaient s'exprimer dans le processus de « vassalité » normalement introduit au Mozambique pour soumettre les chefs politiques locaux. Ainsi, semble-t-il, dans une première phase, puisque l'idée de soumission des territoires aux modèles impériaux initiés au XIX^e siècle n'était pas encore enracinée, les Portugais désignaient les catégories sociales existantes au Mozambique dans leur vraie dimension.

De ce que nous venons d'exposer, il est possible de présenter un schéma relationnel, confrontant les éléments pris en considération dans l'affirmation d'un groupe par rapport à l'autre, avec d'un côté un groupe social situé au sommet de la hiérarchie sociale, doté des attributs les plus « progressistes » ou évolués du moment, et de l'autre la population autochtone située au bas de l'échelle, désignée par des mots ou des expressions dépréciatives. Serra montre qu'au XIX^e siècle existait un paradigme, avec un critère de classification basé sur une logique binaire : loi/chaos, objectif/subjectif, esprit/matière, âme/corps, bien/mal, rationnel/irrationnel, intérieur/extérieur, historique/a-historique, civilisé/attardé⁹.

Dans ce contexte, la colonisation pouvait être théorisée et justifiée comme « mission civilisatrice » de l'Occident¹⁰. C'est ici que commence le paradigme de la modernité, par opposition à la tradition. Cette approche n'aurait sans doute pas existé si le contact entre l'Europe et l'Afrique avait pu être fait différemment. En analysant objectivement les situations prévalentes dans la métropole et celles de l'espace colonial, on arrive à la conclusion que le Portugal ne réunissait pas les conditions pour appartenir à la catégorie de moderne, alors revendiquée par d'autres pays. En effet, depuis le début de ce processus de modernisation, tous les éléments existentiels de ce pays n'étaient pas si éloignés de ceux que l'on pourrait trouver sur les autres continents. En fait, l'introduction des termes « moderne » et « modernité » en Europe a fourni au Portugal un support philosophique pour conforter ses

⁸ AHM, Maputo. Fundo da Repartição Militar – Governo do Distrito de Moçambique, Capitania Mor da Macuana, Cx. 219 (1911), Maço de Abril.

⁹ SERRA, Carlos. *Ciências, cientistas e investigação* (Manifesto do reencantamento social). Maputo, Imprensa Universitária, 2005:30.

¹⁰ Anna Maria GENTILI. *O Leão e o Caçador*. ... *op. cit.*, p. 11.

intérêts en Afrique, même si le pays ne pouvait pas présenter de caractéristiques remarquablement modernes, comme les autres pays et groupes sociaux européens. En effet, bien que l'évolution interne du Portugal ne soit pas encore parvenu à un état où l'ensemble des fondements essentiels puissent instaurer une colonisation identique à celle entreprise pendant la même période par d'autres pays occidentaux et coloniaux en Afrique, le pays a profité de sa localisation en Europe pour s'inscrire en Afrique.

Le premier indice de ce fait peut être attesté par les documents de l'époque. Sûrs de leur positionnement (périphérique) dans l'Europe, toutes les fois que les Portugais voulaient faire remarquer leur position hégémonique par rapport au monde colonial, ils recouraient au terme « européen ». Dans ces documents, on a de la peine à trouver le mot « portugais ». Au lieu de se présenter en tant que Portugais, leur vrai ethnonyme, ils s'identifiaient comme des Européens. Bien qu'ils aient le droit de le proclamer, dans la mesure où ils appartenaient à ce continent, des indices nous amènent à penser que le fait de dissimuler leurs attributs caractéristiques ou identitaires devait être lié avec le stigmate d'« infériorité » matérielle et/ou culturelle qui était manifeste à cette époque. Cette présomption est renforcée par le fait que les Portugais prenaient toujours comme exemples de civilisation des pays alors plus développés qu'eux et jamais leur pays, une situation qui ne va pas changer ou régresser jusqu'à la période salazariste.

Autre point : dans la période où s'est introduite la distinction entre le moderne et le traditionnel, il n'y avait pas de grandes contradictions dans la réalité entre les situations que qualifiait cette distinction. Comme nous l'avons dit, en ce qui concerne l'aspect existentiel, nous affirmons avec insistance qu'au moins pour certains pays européens, comme c'est le cas du Portugal en particulier, les aspects permettant de marquer une grande différence entre l'Europe et l'Afrique ne sont pas si nombreux. Selon moi, au moment de la colonisation et la construction unilatérale et subjective de la modernité, manquaient en Afrique probablement deux réalités, dans un moment où celles-ci étaient réalisées au moins dans une partie de l'Europe: la science instrumentale (...) et la différenciation entre la sphère du public et celle du privé, laquelle s'est affirmée en définitive avec la mise en place du régime républicain et le parlementarisme. En fait ce processus n'avait atteint que quelques pays, et les autres pays d'Europe, notamment l'Allemagne et l'Italie, ne connurent ce régime que dans le troisième quart du XIX^e siècle. Mais, en raison de son appartenance continentale, il n'a pas été difficile pour le Portugal de s'y intégrer et de réclamer les mêmes droits que les anciennes puissances coloniales.

Pour revenir au cas Portugais et en prenant comme point de référence les mécanismes engendrés pendant les XVIII^e et XIX^e siècles en Europe, qui ont permis l'opposition entre moderne et traditionnel, nous constatons qu'alors même que le Portugal prétendait se réclamer de la modernité, le pays avait peu d'aspects de la modernité à présenter dans la zone de contact entre les deux espaces, à savoir l'espace colonial, où une telle différenciation aurait pourtant dû être remarquable. Jusqu'en 1910, la métropole, et bien sûr les colonies, respirait « l'air monarchique ». Et même après l'instauration de la République, le Portugal était peu préparé à ce nouvel état dans la mesure où entre 1910 et 1921 se sont succédés huit gouvernements républicains, puis seize gouvernements dans les cinq années suivantes, jusqu'au coup d'État de 1926¹¹. Plusieurs exemples témoignent de l'incapacité du Portugal à mettre en place la modernité dans son espace colonial. Au Mozambique par exemple, des mécanismes fondamentaux qui auraient pu justifier la supériorité du pays, tels la « qualité »

¹¹http://pt.wikipedia.org/wiki/Lista_de_Primeiros-ministros_de_Portugal#A_Primeira_Rep.C3.BAAblica_.281911-1926.29.

des individus et de leurs pratiques quotidiennes, étaient peu perceptibles par rapport aux pratiques et aux réalités existentielles des indigènes, exceptions faites du lieu de naissance, de la langue et de la couleur de peau évidemment. Cette réalité peut être vérifiée en premier lieu à partir du personnel qui a été mis en place dans l'espace colonial, c'est-à-dire la couche sociale qui devait servir de vecteur et de miroir de la colonisation moderne. A la fin du XIX^e siècle, Gouveia, citant Silva Rego, écrivait :

« ... Au début du XIX^e siècle, le Portugal envoyait vers le Mozambique les scories (...) qui pullulaient dans la métropole, ainsi que l'a dit d'une manière concluante le secrétaire du gouvernement, António Júlio de Castro Pinto de Magalhães, dans le rapport qui a été envoyé le 5 janvier 1842 au Ministre des Affaires de la Marine et de l'Outre-Mer, José Ferreira Pestana (...). Le Portugal ne se rassasie pas d'envoyer des bandits, des assassins et des voleurs autant qu'il peut. Et même l'Inde (...) a sans cesse essayé de se débarrasser de tous ces oisifs et ces chicaneurs, qui inquiètent ses habitants et qui ont été drainés au Mozambique (...). Vers la fin du siècle, en 1883, le nombre de fugitifs à la loi était si grand au Mozambique qu'il fut interdit de recevoir plus de *degradados* dans le district de Lourenço-Marques. Ceci est mentionné également dans un arrêté publié la même année »¹².

À la fin du XIX^e siècle, António Enes caractérisait la couche d'émigrés envoyés au Mozambique comme étant

« (...) des individus déjà vaincus dans le *struggle for life*, chez lesquels les innombrables nécessités de la civilisation ne trouvent aucune valeur. (...) L'énorme majorité se composait de sujets sans utilité et sans vocation pour une quelconque nécessité. (...) Ils ne servaient à rien (...). Et de ces ambitieux, ceux qui ne sont pas morts dans un court intervalle d'inanition et de maladie, ou ne sont pas retournés à Lisbonne avec l'aide du gouvernement quelques mois après leur arrivée, ont seulement eu des ressources et de l'initiative pour vendre de l'eau-de-vie ou pour exercer des emplois publics (...). Le commerce a profité à quelques-uns, l'agriculture à personne. Ni eux ne l'ont cherchée, ni elle [l'agriculture] ne les aurait acceptés »¹³.

Dans les années 40, spécifiquement en 1941, décrivant la population qui occupait le milieu urbain pendant la colonisation portugaise au Mozambique, Oliveira signalait qu'elle se composait de personnes qui n'exerçaient aucun métier qui, dans un contexte colonial, puisse justifier leur présence au Mozambique au profit du pays colonisateur. Il caractérisait la situation de la façon suivante : « Il est évident (...) que nombre d'entre ceux qui ont vécu ou vivent [dans les centres urbains] ne méritent pas l'honorable nom de colons »¹⁴. Ainsi, ces « colons » ne pouvaient rien apporter en terme d'impact positif sur l'espace colonial, comme c'était déjà le cas des *degradados* du XIX^e siècle.

Cette situation n'a pas changé dans les années cinquante. Anselmo Alves est même allé jusqu'à indiquer que « [Ces colons] méconnaissent tout sur l'espace vers où ils se dirigent. Ils n'ont pas d'éducation, ni de connaissances professionnelles spécialisées. Il leur

¹² Mapril GOUVEIA, "Moçambique: O passado e o presente (1890 – 1974)". SI, Se., 1974, p. 56.

¹³ António ENES, "Moçambique. Relatório apresentado ..." op. cit., p. 40/41.

¹⁴ Nunes de OLIVEIRA, *Administração e política social em Moçambique*, Lisboa, Portugal, 1941, p. 11.

manque l'habitude de travailler avec des machines et si leur destination est l'Afrique, ils n'ont pas la moindre notion de la fonction qu'ils ont aux côtés de l'indigène »¹⁵.

Pourtant, malgré cette réalité, ces personnes qui étaient issues de la couche sociale la plus basse et la plus méprisable de la métropole étaient placées dans la colonie du Mozambique dans la plus haute position sociale, puisque les individus étaient catégorisés en fonction de la structure normative de la société, commandée par les Portugais. Comme le formule Lucy Bagnet, « (...) les effets de la catégorisation [sociale] s'appliquent (...) à la perception de gens jugés subjectivement à partir de leur appartenance à un groupe »¹⁶. Ainsi paradoxalement, tous les individus qui étaient rejetés par leur société et étaient inclus dans le groupe des *degradados*, quand ils étaient envoyés au Mozambique, territoire colonial, se situaient au-dessus des autochtones les plus notables dans le système organisationnel des groupes sociaux locaux. Et toutes les fois que les circonstances l'exigeaient, l'inversion des attributs était mise en évidence. Cette inversion visait à conditionner l'émergence d'une crise identitaire à l'intérieur des formations sociales locales, car, pour dominer, il était nécessaire de réinterpréter, de classer les groupes sociaux en contact, dans le but de permettre la définition des bases du pouvoir au sein du groupe qui était alors en train de se fixer dans l'espace colonial. Ainsi, la manifestation du choc de la différence, forgée alors, provoquait une crise structurelle, organique et fonctionnelle chez les natifs, un dysfonctionnement qui plus tard serait utilisé pour introduire de nouveaux contours de pouvoir, différents, au niveau de la conception, de la structure et de la fonction, de celui existant sur place.

Le plus étonnant est le fait que le Portugal était au courant de sa fragilité ou de sa précarité institutionnelle, matérielle, en ressources humaines, voire existentielle. D'ailleurs, les autres puissances coloniales le savaient aussi. En fait, à toutes les périodes de son histoire, donc même celle que nous analysons ici, le Portugal a reconnu son infériorité. À chacune de ces périodes, des témoignages sont explicites. Déjà au XIX^e siècle, un rapport d'un gouverneur laissait transparaître cette reconnaissance de l'infériorité portugaise, alors qu'il cherchait à justifier la nécessité de poursuivre l'exportation de main-d'œuvre vers les îles de l'Océan Indien, alors sous dominations britannique et française. Dans ce rapport, il laissait entendre que cette exportation était souhaitable parce qu'elle faciliterait l'acquisition des « (...) éléments civilisateurs qui pourraient en provenir parce qu'enfin, il faut l'avouer, le souffle civilisateur est présent dans tout ce que la France et l'Angleterre touchent »¹⁷.

À l'aube du XIX^e siècle, António Enes indiquait que l'intégration de capitaux étrangers au Mozambique était souhaitable parce que :

« (...) c'est seulement avec l'exemple des étrangers que nos compatriotes s'animeront à se diriger vers là (...), et (que c'est) seulement dès qu'ils verront des inconnus enrichis par lui qu'ils croiront que son sol est riche (...). Après l'abandon de notre génie des aventures, (nous ne pouvons que) nous mettre sur des chemins déjà frayés et seulement glaner sur des champs (déjà) moissonnés¹⁸ ».

Dans les années 1920, un prêtre, le Pe. Boavida réaffirmait que l'éducation constituait le moyen que les autres puissances utilisaient pour étendre leur domination à l'étranger, que c'était donc un exemple à suivre. Le plus intéressant, c'est qu'il se référait à l'éducation

¹⁵ Anselmo António ALVES, "Política Colonial. Alguns aspectos práticos em ...". op. cit., p. 65.

¹⁶ Lucy BAUGNET. *L'identité ...* op. cit., p. 71.

¹⁷ AHU, (Lisbonne), DGU, (Moçambique, Gabinete do Governo Geral) N° 192, 7 janvier 1855.

¹⁸ *Id.*

religieuse qui était l'un des instruments mis en avant par le processus colonial au Mozambique. Il reprochait l'infériorité portugaise dans ce domaine dans les termes suivants :

« Le Portugal est une nation coloniale : éduquer, instruire et enfin civiliser ses sujets coloniaux constitue une obligation, un devoir et un engagement pris, dont [le pays] ne peut pas s'exempter. De quels moyens se servent la puissante Angleterre, la sympathique France et l'Allemagne haïe? Des missions. Ces puissances maintiennent dans leurs colonies des missionnaires, des missions religieuses ; elles leur accordent des avantages, des facilités et leur prêtent des aides de toute nature. Si le Portugal pouvait imiter ces nations, je crois qu'il n'aurait rien à perdre »¹⁹.

Enfin, dans les années 1960, c'est-à-dire à la fin de la période coloniale, nous retrouvons l'expression de cette mentalité de peuple auto-infériorisé par rapport aux autres pays européens dans cet extrait d'un écrivain portugais :

« Nous ne voulons pas croire qu'il y ait une seule personne, véritablement (...) adepte du progrès, qui ne voit pas cette nécessité du changement de la capitale et ne la considère comme la condition essentielle de la prospérité future, la condition essentielle du juste équilibre des intérêts de la Nation (...), la condition essentielle de la bonne défense nationale, la condition essentielle d'une véritable œuvre d'encouragement. Il semble que nous nous sentons heureux en cultivant l'infériorité, comparés à ceux qui réellement progressent... »²⁰.

Quand nous avons commencé à énumérer les preuves internes d'auto-infériorisation portugaise, nous avons indiqué que cette perception a été également relevée par d'autres pays européens. Prenons, par exemple, un discours d'un dirigeant colonial français de la seconde moitié du XIX^e siècle, Hubert Delisle. Alors gouverneur de l'Île de la Réunion, il affirmait dans une lettre du 15 mars 1856 que le recrutement d'ouvriers vers cette île favoriserait la civilisation des Africains du continent²¹:

« La Colonie de la Réunion, dont le besoin de bras est de plus en plus senti, sera reconnaissante du secours que vous lui donnerez en autorisant les bras africains à venir augmenter ses ressources : son beau climat et l'humanité des propriétaires ne feront courir aucun risque aux engagés. Ils pourront au contraire rapporter dans les possessions sous votre domination des habitudes d'occupation et une connaissance des cultures tropicales, qui ne seront peut-être pas sans profit pour la côte d'Afrique ... ils auront le profit en effet du bienfait d'une civilisation déjà avancée ...»²².

L'Angleterre a menacé directement le Portugal à plusieurs reprises, soit en l'obligeant à abolir l'esclavage, soit pour que le Portugal quitte la zone du Mashonaland, après qu'il ait élaboré son fameux projet de la « Mapa-Cor-de-Rosa ».

¹⁹ Manuel da Cruz BOAVIDA (Pe.), *Carta aberta ao Exmo Sr. Governador geral*. ... op. cit., p. 4. Remarquons dans cet extrait l'auto-infériorisation toujours présente chez les Portugais par rapport aux puissances centrales de l'Europe dans cette période.

²⁰ J. Oliveira da SILVA, *Da urgência da reforma em Moçambique*, Beira, Notícias da Beira, 1962, p. 70.

²¹ On doit entendre par continent la partie de la côte africaine de l'Océan Indien sous occupation portugaise.

²² AHU, (Lisbonne), DGU, Pasta 17, (1855/6)..

Cette précarité institutionnelle qui, à notre avis, ne permettait pas de placer le Portugal dans la catégorie de pays moderne, était également perçue par les indigènes, comme en témoigne un rapport d'un gouverneur, selon lequel : « pour ce qui est de la brousse, l'influence du (...) Portugais y est inexistante. La preuve (...), c'est qu'il suffit de dire que « les hommes à chapeau », comme on nous appelle ici, sont l'objet d'attaques sur la plus grande partie de ce littoral, alors que « les hommes à turban » [les musulmans] peuvent y faire du commerce sans danger »²³.

Sur le plan économique, résultat de cette infériorité, le Portugal n'a pas pu exploiter directement sa colonie du Mozambique pendant des périodes prolongées. Jusqu'en 1929 un tiers seulement du pays était directement contrôlé et jusqu'en 1942, le Portugal ne contrôlait que trois quarts du territoire colonial. Et même après cette date, alors que tout le Mozambique était passé sous administration directe, au moins les deux tiers ont continué à servir d'autres capitaux, puisque, malgré l'occupation de la zone au sud du Save, cette zone a continué à fournir la main-d'œuvre pour les plantations agricoles et les mines d'Afrique du Sud.

Le résultat fut que, conscient qu'il se trouvait éloigné de la modernité et donc incapable de transformer ses colonies, le Portugal en est venu paradoxalement à craindre la perte de son empire, ainsi que de voir son personnel être colonisé à son tour. Plusieurs exemples illustrent cette situation. Ainsi ce récit du XIX^e siècle abordant l'un des secteurs clés de l'époque : l'armée. António Enes, se référant à ce domaine, écrit :

« (...) Dans la plupart des cas, le malheureux [l'officier] n'a pas de ressources ni pour vivre, pas plus que pour gouverner et commander. Quand il tombe malade, il n'a personne pour le remplacer. Sain, il lui manque un assistant. Privé de la convivialité avec des gens cultivés, il risque de devenir un « cafre ». Isolé, on ne peut pas le soumettre à aucune espèce de surveillance morale. Sans argent et sans force, il n'a aucun moyen d'exercer d'influence sur les indigènes, et se donne pour heureux quand ils le tolèrent »²⁴.

Alexandre Lobato quant à lui signale l'adoption, de la part des chrétiens du Mozambique, d'« habitudes païennes », qui en réalité étaient des pratiques musulmanes :

« (Existe) l'habitude d'envoyer dans les maisons d'autrui les chiffons avec les signes du premier coït entre les fiancés, selon les coutumes musulmanes. Par tout ceci, (...) il est désormais possible de comprendre le revers de la médaille. Et le revers de la médaille, c'est la proclamation de la Sainte Inquisition de Goa. Ce sont les influences des Cafres sur les Blancs. Au lieu d'influencer le Noir, c'est celui-ci qui influence le Blanc avec ses pratiques *gentílicas* [païennes] »²⁵.

Dans les années 1940, à cause de cette inertie portugaise, faisant suite à sa précarité dans tous les domaines, s'est développée une colonisation parallèle, comme le souligne le rapport du Prêtre Teófilo qui indiquait en 1945 :

²³ *Id.* Cette situation montre bien que les indigènes avaient déjà commencé à faire l'évaluation de leurs « partenaires » et commencer à rejeter ceux qui étaient perçus comme nocifs dans les différents types de relations établies avec le milieu local.

²⁴ António ENES, “Moçambique. Relatório apresentado ao ...”, op. cit., p. 83.

²⁵ Alexandre LOBATO, “Aspectos de Moçambique no ...” op. cit., p. 34.

« Subsiste et progresse démesurément, principalement en brousse, la propagande commerciale du *Monhé*, qui exploite et met en garde l'indigène contre notre propagande de colonisation, de nationalisation et d'évangélisation. L'argent émigre (...) Dans les fêtes et les actes officiels, figurent au premier rang les *Monhés* avec leurs chansons et leurs vêtements de cérémonie caractéristiques (...) Et ensuite nos cipayes et nos policiers indigènes [portent un] chapeau *Monhé* (fez turc)! (...) »²⁶.

Ces réalités peuvent être résumées par cette citation de l'historien français du monde lusophone, René Pélissier :

« Avant la conquête et même à ses débuts, contrairement à ce que souhaiteront des théoriciens coloniaux ultérieurs, la grande force des micro-sociétés portugaises et assimilées provient de ce qu'elles ne sont pas éloignées du monde noir. On peut même dire que certaines sont « placentairement » plus africaines qu'européennes »²⁷.

Malgré cette précarité en moyens qui auraient permis de systématiser sa présence en Afrique et d'occuper des territoires, le Portugal a été contraint de montrer sa position de pays colonisateur, à partir du moment où les autres pays européens prenaient de nouvelles dimensions sur ce continent, en Afrique Australe en particulier. Ainsi, le Portugal, conscient de sa précarité, au lieu d'utiliser ses référentiels identitaires en Afrique, qui n'étaient pas alors si différents des référentiels locaux, a mobilisé ceux de l'Europe, revendiquant par ce moyen la modernité.

L'autre proposition un peu provocatrice que j'ai avancée au début de ma communication concerne la fonction de l'opposition construite entre tradition et modernité. Il s'agit moins d'une opposition que d'une exploitation pratique de l'altérité en fonction du moment (le XIX^e siècle), mobilisée pour légitimer les fondements de la colonisation. À l'époque où une telle opposition est construite, l'Europe traversait une période marquée fortement par l'évolutionnisme, suite aux conceptions darwiniennes. Si c'est principalement Herbert Spencer qui a développé le darwinisme social, ce paradigme a aussi été appliqué par d'autres scientifiques qui ont étudié les cultures et les civilisations humaines au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, Edward Tylor, Morgan Lewis, James Frazer et Karl Marx entre autres. Le continent européen semble alors avoir trouvé le soutien de l'opposition supposée entre traditionnel et moderne. Si l'on cherche une partie des motifs de justification de la colonisation européenne en Afrique, c'est l'idée que celle-ci permet l'élévation de l'esprit et de la culture matérielle des indigènes, même si nous savons qu'il s'agit d'une tactique de l'autruche qui croit s'être cachée tout entière seulement parce que sa tête est cachée. Soulevons ici une simple question : Quel pays d'Afrique, quelle partie de l'Afrique - et à quel moment - se sont avérés avoir refusé un processus qui visait à développer le continent ? C'est

²⁶ Colónia de Moçambique – Diocese de Nampula - Relatório referente ao Ano de 1945 (AHM, Governo Geral, Relatório n° 185), Nampula, Março de 1946 (Por Padre Teofilo de Andrade, Bispo de Nampula), p. 3. Cette situation était caractéristique depuis le XIX^e siècle.

²⁷ René PÉLISSIER, *Exploitation du facteur ethnique au Mozambique pendant la conquête coloniale (XIX-XX^e siècles)*, dactylographié, p. 2. Autre confirmation de ce point : l'exemple du corps de l'armée qui, en raison du manque d'hommes, était composé de *libertos*, c'est-à-dire, d'hommes qui venaient d'être « libérés » de l'esclavage, comme le prouve le document suivant : « En réponse à l'arrêté de V. Seigneurie sous le n° 583, S. Ex. le Gouverneur Général de la Province me charge de dire à V. Seigneurie qu'il va exiger de l'inspecteur de l'arsenal, l'information nécessaire pour savoir s'il sera possible de faire appel à quelques libertos pour le service de la police, dont on prévoit l'organisation, et que le résultat de telles informations sera communiqué à V. Seigneurie ». Voir AHM, (Maputo), Fundo do Século XIX, Distrito de Moçambique. Cx. 8-2.

une question à laquelle il est bien difficile de répondre parce qu'en fait, il n'y a eu aucun déni du caractère bénéfique qu'auraient pu avoir ces éléments d'intégration. Toutefois, au cours de nos lectures, nous avons trouvé un auteur qui cherche à indiquer les raisons de la faible intégration des indigènes dans l'autre groupe social, celui des colons. Il s'agit de Rui Pereira. Selon lui les personnes esquivent le statut d'assimilé, parce que son acquisition signifiait le début de nouvelles confrontations : perte des droits sur les terres communautaires ; charges fiscales plus lourdes ; perte de l'assistance médicale et scolaire gratuite ; difficultés dans l'obtention d'un emploi dans la compétition avec les statuts les plus défavorisés parmi les blancs ; pesanteur de la bureaucratie et coût élevé des dépenses dans la procédure d'obtention du statut²⁸. Ainsi la perspective d'intégrer le statut d'assimilé répugnait, car une telle intégration était plus nuisible, étant donné que l'assimilé n'avait pas le même accès que les blancs qui bénéficiaient du statut de civilisé. En outre, en raison de ce fait, au Mozambique les assimilés étaient appelés « blancs de poche », parce qu'ils jouaient le rôle d'assimilés, mais seulement par leurs papiers d'identification. Les propos de Cota, l'un des idéologues de la colonisation, du moins dans la rédaction du projet de statut privé de l'indigène, confirment que, suite à cette duplicité dans le processus assimilationniste portugais, il n'y avait aucune intégration réelle. En effet, dans les années 40, Cota affirmait que : « (...) l'intégration de l'indigène dans la vie sociale portugaise, prétendue par la loi, ne correspond pas toujours à l'intégration réelle »²⁹.

Enfin, indiquons encore deux éléments qui conduisent à dire que l'opposition entre la tradition et la modernité a été introduite pour justifier la conjoncture du moment : l'un factuel, la révolution libérale implantée définitivement par la révolution française, et l'autre, théorique, puisé dans l'œuvre de Michel Foucault. Concernant l'élément factuel, le plus emblématique de la modernité a été la concrétisation du système parlementaire et républicain, mais aussi des droits de l'homme et du citoyen, avec la proclamation de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Sur ce moment révolutionnaire, Foucault fait quelques propositions théoriques. Selon lui, la fin de l'Ancien Régime et la disparition de la monarchie au XVIII^e siècle furent suivies par l'introduction d'un pouvoir qui n'était plus celui d'une superstructure, mais plutôt intégré au jeu, à la distribution, à la dynamique, à la stratégie, un pouvoir non conservateur, mais inventif et qui reposait sur les principes de la transformation et de l'innovation³⁰.

De telles pratiques, assumées dans leur plénitude en Europe, ont également été adoptées par le Portugal, avec leur inscription effective dans les documents officiels de la colonie du Mozambique, depuis 1911. Cependant, malgré l'extension des frontières européennes à l'Afrique, leur application dans les régions métropolitaines n'a pas été synonyme de leur extension à l'outre-mer, à une époque où paradoxalement le projet assimilationniste était mis en avant. En effet, tandis que l'Europe moderne, comme elle s'était rebaptisée, avait pour emblème la politique assimilationniste, par laquelle elle était supposée élever la mentalité des Noirs, le paradoxe a été que ni la proclamation des droits de l'homme et du citoyen, ni la mise en œuvre d'un État fonctionnel tel que défini par Foucault, en particulier la (re) distribution, la dynamique et la stratégie, n'ont été appliquées en Afrique. Au contraire s'est maintenu un pouvoir conservateur qui, aux yeux des indigènes, ne présentait ou n'intégrait aucun changement ni aucune innovation. Ainsi, si les métropoles même n'ont jamais mis en œuvre dans les espaces coloniaux des processus qui se déroulaient

²⁸ Rui PEREIRA, "Antropologia aplicada na política colonial portuguesa do Estado Novo...", op. cit. p. 215.

²⁹ José Gonçalves COTA, "Projecto definitivo de estatuto do direito privado ...", op. cit., 63.

³⁰ Michel FOUCAULT. *Les Anormaux*. Cours au Collège de France, 1974-1975 (Hautes Études). Paris, Gallimard - Le Seuil, mars 1999, p. 48.

sur leur sol, comment aurait-il été possible de s'y opposer ? À mon avis, il aurait été possible de parler d'opposition si l'Europe, la France, le Portugal ou tout autre pays colonisateur avaient étendu ces processus à l'Afrique, sans subterfuge, et qu'ensuite se serait manifesté un rejet. Peut-être si les choses avaient été menées d'une manière différente, l'Afrique n'aurait pas connu le même sort qu'aujourd'hui. Cependant, nous savons que dans la situation coloniale, cela n'était pas été possible. C'est l'inverse qui s'est joué, c'est-à-dire la perpétuation de la situation, à travers la construction de mécanismes pour maintenir le traditionnel récemment construit sur le même plan existentiel.

Parmi ces mécanismes, le premier a été l'identification et la définition du noir, de l'indigène. Ainsi,

- L'arrêté n° 317 du 9 janvier 1917, dans son article 1, considère comme indigène « (...) la personne de race noire ou descendant d'elle qui, par son instruction et ses habitudes, ne se distingue pas du commun de cette race ». En 1946, cette définition a été reprise dans le projet de Statut Privé des Affaires Indigènes élaboré cette année. Est reconnu comme indigène « (...) toute personne de race noire ou descendant d'elle qui pratique (...) les usages et les habitudes caractéristiques de cette race ou qui, ne les pratiquant pas, ne sait ni parler ni écrire la langue portugaise, ni disposer de revenus suffisants pour s'entretenir par lui-même»³¹.
- Le décret n° 12:533, daté du 27 novembre 1926, dans son article 8 concernant les droits politiques, préconise que « l'État assure le bon fonctionnement et le perfectionnement progressif des institutions politiques des indigènes et maintient les autorités *gentílicas* [païennes] reconnues comme telles par les autorités administratives »³². Néanmoins, ce dispositif fut lancé pour répertorier les pratiques locales au profit des projets coloniaux et exclure les indigènes des droits politiques propres aux institutions de caractère européen, comme le signale un Bulletin Officiel³³.
- En décembre 1927, fut lancé le « Projet du Code Administratif de la Colonie du Mozambique », qui néanmoins ne connaîtrait le début de son application que dans la décennie 1930, avec la promulgation de la *Reforma Administrativa Ultramarina* (RAU)³⁴. Mais sur le fond, la RAU est le complément direct d'un dispositif précédent, le « Statut politique, civil et criminel des indigènes de l'Angola et du Mozambique ».

Une fois défini le statut spécifique de l'indigène, ont été spécifiés les éléments indigènes à incorporer dans le dispositif administratif colonial et leurs secteurs d'action respectifs. Ainsi, la section II de l'arrêté relatif aux « Autorités indigènes » définit dans son article 97 : « Sont considérés comme des autorités indigènes les chefs de division, de la subdivision ou de la localité indigènes (...) », indiquant que seuls les chefs de division seraient directement subordonnés à l'autorité administrative et que « (...) parmi les autres [chefs] se maintient une relation de subordination qui leur attribue les fonctions qui leur appartiennent selon la tradition et selon l'usage »³⁵. L'article 99 définit le territoire propre des chefs de division, indiquant qu'« on entend par division indigène un regroupement de

³¹ José Gonçalves COTA, "Projecto definitivo de estatuto do direito privado ...", op. cit., p. 61.

³² B. O., Novembre 1926 – I série, N° 48. Decreto n° 12:533.

³³ Article 7 du décret n° 16:473, du 16 mars 1929, du B.O. n° 11, I Série.

³⁴ Réforme Administrative d'Outre-mer.

³⁵ "Projecto do Código Administrativo da Colónia de Moçambique", décembre 1927.

populations obéissant à un chef indigène, quand cette relation d'obéissance est confirmée par la tradition et si pour l'autorité administrative, il convient de la maintenir ».

Une fois définis l'indigène et la structure administrative, il devenait nécessaire, pour le système colonial, de donner des "orientations". Pour donner suite aux dispositifs du B. O. n° 27 précédemment cités, fut introduit un nouveau dispositif légal, lié, dans ce cas particulier, à l'éducation. L'éducation fut, dès le début, modelée en fonction de la présence ou du contact de deux groupes différents, imprégnée par le contexte colonial, destinée à la rentabilisation économique et sociale de la colonie du Mozambique. Jusqu'en 1964, c'est-à-dire dix ans avant l'indépendance du Mozambique, la maquette de l'enseignement indigène comprenait : la langue portugaise, le système métrique, l'histoire du Portugal, le dessin et les travaux manuels, l'éducation physique et l'hygiène, l'éducation morale et le chant choral. Après quatre ans, soit l'indigène retournait dans son milieu social d'origine, soit il suivait l'enseignement technique, qui n'offrait pas non plus de grandes spécialisations, puisque les garçons apprenaient les métiers de menuisier, de forgeron, de tailleur et de cordonnier, tandis que l'enseignement destiné aux filles comprenait l'économie domestique et la couture³⁶.

Comme on peut l'observer, la préparation nécessaire des sociétés autochtones africaines pour accéder aux catégories « civilisationnelles » préconisées par le Portugal était entravée, puisqu'un quelconque égalitarisme était hors de question. En outre, au-delà de l'effort législatif que le Portugal a mis au point afin de maintenir l'indigène à l'état sauvage, il y a eu, au fil du temps, des actions concrètes qui ont également renforcé les textes législatifs. Par exemple, Rosa, un haut fonctionnaire de l'éducation pendant la période coloniale, en est arrivé à défendre une éducation pratique, moins développée, différenciée de celle qui était donnée aux enfants « civilisés » car la pensée de l'indigène est tournée vers le concret, le manuel et l'intuitif³⁷ :

« (...) L'école doit avoir comme intention de permettre à cet écolier de faire, de savoir faire, même si par hasard il ne sait pas dire (...), [Donc cet enseignement devait s'insérer dans] (...) la prudente et vigilante préoccupation non intellectualiste imposée du dehors : la montée intellectuelle viendra de l'intérieur de chacun par addition d'une activité dirigée »³⁸.

Le même haut responsable poursuit :

« Dans les écoles rurales, le travail de la terre, des animaux domestiques et du bétail, tout ce qui peut intéresser la vie champêtre, en harmonie avec les sexes, les conditions et les commodités des économies régionales, doit constituer le ton dominant de la scolarité; et en fonction de ces travaux champêtres, on fournira quelques connaissances permettant de parler et de lire, d'écrire et de calculer en portugais. Les livres, le langage commun, les travaux arithmétiques, (...) doivent être fécondés par la vie champêtre environnante (...) et se développer sous le signe de la vie rurale où (les élèves) sont nés (...) »³⁹.

³⁶ Voir les arrêtés n° 1:114 ; 1:115 ; 677 et les Arrêtés n° 1:116 et 1 :117, in "Moçambique. *Inspecção da Instrução Pública. O ensino indígena na Colónia de Moçambique*", Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1930.

³⁷ Manuel Ferreira ROSA, "O ponto e o rumo do ensino ultramarino. Testemunhos de pensamento e acção", Porto, Lello, 1973, p. 88.

³⁸ *Ibid.* p. 27.

³⁹ *Ibid.* p. 92.

Plusieurs autres prises de positions vont dans le même sens. Ainsi le Père Sebastião de Resende, dans les années 1940 ou le cardinal Cerejeira, lorsqu'il était la figure la plus élevée dans son ministère, qui déclarait: « Il faut néanmoins ne pas faire des lettrés qui veulent seulement des emplois publics, mais des agriculteurs qui continuent à se consacrer à la terre »⁴⁰.

Notons que des conceptions similaires existaient chez les Britanniques qui se réfèrent ainsi aux objectifs de l'éducation au Kenya :

« Nous ne pouvons pas espérer transformer en de courtes années l'indigène africain en gentleman du XX^e siècle. Si nous essayons de le faire, nous réussirions seulement à produire un hybride, ni anglais ni africain, et cette transformation serait pire que l'état primitif⁴¹. Si les indigènes étaient ainsi instruits, ils arriveraient à ambitionner des situations d'auxiliaires de l'administration (...) et se précipiteraient à abandonner les champs pour s'agglomérer dans les villes (...) Une grande classe de mécontents se formerait rapidement, qui finirait par vivre dans l'oisiveté, de vols (...) se convertissant en agitateurs dangereux (...). Ne cherchons pas à plonger l'indigène dans un intellectualisme pour lequel il n'est pas préparé »⁴².

Un désir identique à celui des Portugais et des Anglais se manifesta aussi au Congo :

« Il convient de conserver, dans toute la mesure du possible, l'indigène dans son habitat traditionnel, sous le point de vue social et moral. Ainsi, puisque le développement économique du Congo est un problème de production, la politique économique du Congo doit viser à augmenter la production et l'exploitation du territoire, laissant l'indigène dans son milieu, dans son cadre familial et traditionnel »⁴³.

Dans le cas portugais, l'opposition à une possible évolution de l'esprit des indigènes était telle qu'elle a officiellement orienté les enseignants :

« Les élèves devront dessiner à main levée le contour de la colonie et du district auquel appartient l'école, sans préoccupations de détails et de perfection du dessin ». Mais par rapport aux « (...) travaux manuels, qui ont les mêmes fins éducatives que le dessin, ils doivent être exécutés avec la plus grande perfection possible et avoir une fin utile »⁴⁴.

Et face à une crise des enseignants dans le District du Mozambique, résultant du manque d'argent pour leurs a5585(t)-2.16558()-620.5146558(p)-2.80561(e)-374(s)-11299, des écoles rud-620.514655ment6558()-620.5146558(-720029(a)-B1444(st)-112290, p.147792()-0.147792(u)-0.2 sommes pour améliorer leurs salaires, que quelques écoles rudimentaires deviennent

⁴⁰ Inspeção dos serviços administrativos – Inspeção dos Serviços de Administração Civil, Relatório das Inspeções ao Conselho e Comissão Municipal do Eráti feitas, em 1965 pelo Inspector Administrativo A. Cotta MESQUITA CAIXA 80, p. 19.

⁴¹ Eduardo d'Almeida SALDANHA. *Questões Nacionais ... ouv. cit.* p. 65.

⁴² Eduardo d'Almeida SALDANHA. *Questões Nacionais ... ouv. cit.* p. 65.

⁴³ Eduardo d'Almeida SALDANHA. *Questões Nacionais ... ouv. cit.*, p. 65.

⁴⁴ Souligné par nous. On voit ici la grande importance d'une éducation pratique pour les indigènes.

de simples écoles (ou postes) de catéchèse, ce qui ne présentera d'ailleurs pas un grand inconvénient et même peut-être aura un grand avantage, car l'école de catéchèse enseigne aux enfants la doctrine chrétienne et à parler un peu de portugais, leur enseigne à aimer Dieu et le Portugal et ne leur enlève pas l'amour de la terre, ni ne leur donne la manie de l'emploi, qui est déjà fréquente chez ceux qui savent plus ou moins lire et écrire et ont obtenu l'examen de la troisième rudimentaire »⁴⁵.

Pour voir comment cette réalité a été paradoxalement symptomatique - le traditionnel ayant été subjectivement créé et étant subjectivement maintenu -, résumons le schéma suivi. Par le processus assimilationniste et « civilisateur », le système colonial portugais cherchait à « élever » les Noirs à un niveau identique à celui des Portugais, dans le but de les extraire, selon eux, de la « vie sauvage ». Parmi les conditions exigées pour l'accès à la catégorie d'assimilés, on indiquait « abandonner les usages et les habitudes locales, parler le portugais et exercer une profession, un art ou un métier « compatible avec la civilisation européenne »⁴⁶. Le paradoxe surgissait quand les indigènes sortaient de la dite « barbarie » et que, par un processus d'assimilation créative⁴⁷, quelques-uns étaient encouragés à suivre le nouveau système culturel, en adoptant la culture du colonisateur. Selon la philosophie de la colonisation portugaise, le système assimilationniste était synonyme d'élévation de la vie culturelle des indigènes au niveau du modèle culturel portugais. On devrait donc s'attendre à ce que les Portugais acceptent ceux qui satisfaisaient à toutes les prérogatives émanant de ce modèle. Et en bons imitateurs, une attitude d'ailleurs qui a toujours été encouragée chez les Portugais, bien que les contraintes rendent impossible une imitation à tous les niveaux, les indigènes cherchaient à reproduire une image du colonisateur, soit en concrétisant ce qui était édicté, soit en imitant quotidiennement les personnes conçues comme leurs égaux. Dans ce contexte, on peut dire qu'il se produisait une authentique acculturation du groupe social local. Néanmoins, la pratique coloniale portugaise nous montre que cette imitation était limitée à certains aspects. Par exemple, à partir du moment où les assimilés ont commencé à se déconnecter des travaux manuels, ils sont devenus l'objet de critiques. Ainsi, bien que les Portugais réclament que leur exemple soit imité par les indigènes, en même temps ils évitaient que cette imitation se produise au niveau du secteur productif : ils ne voulaient pas que les indigènes cherchent des emplois en milieu urbain et abandonnent le secteur agricole ou les travaux manuels. À partir des années 1930, la critique des noirs instruits (assimilés ou dans la

⁴⁵ Diocèse de Nampula - *Relatório dos Trabalhos realizados em 1951* (AHM, Governo Geral, Relatório, n° 406), Nampula, Março de 1952 (D. Manuel de Medeiros Guerreiro – Bispo de Nampula), p. 5. D'ailleurs, déjà en 1930 on indiquait que « (...) l'éducation rend les indigènes mécontents avec leur milieu, et son bas niveau les rend incapables de le modifier. Des indigènes instruits ne veulent pas s'employer dans des travaux manuels, et ils tendent à avoir du mépris pour l'agriculture. Ils deviennent des personnes désobéissantes envers les parents et les chefs. Et ils sont en train de créer un mécontentement contre le gouvernement parmi les indigènes les plus ignorants, parce que tous les indigènes instruits pensent que le gouvernement doit leur donner du travail (...), Eduardo d'Almeida SALDANHA. *Questões Nacionais. Colónias, Missões, ... ouv. cit.*, p. 65.

⁴⁶ Par européenne, on entend portugaise. Selon notre point de vue, ce terme a été toujours utilisé par les Portugais pour cacher leur faiblesse en Afrique, dont la compensation était trouvée à partir de l'égalisation de la société portugaise avec les autres sociétés européennes plus avancées socialement et économiquement. L'application de ce terme peut être recherchée dans le paradigme d'auto-infériorisation qui a été toujours présent dans la mentalité portugaise par rapport au monde occidental. En un autre sens, ce terme pouvait parvenir aussi de la définition d'une zone socio-culturelle supposément homogène, différente de celle de l'Afrique.

⁴⁷ Pour John Berry, dans un processus d'acculturation, trois types d'assimilation peuvent exister: réactive, qui incite les deux groupes (et pourquoi pas aussi l'un des deux groupes ?) à résister aux changements ; créative, qui stimule de nouvelles formes culturelles ; tardive, qui résulte des changements qui se produisent comme des effets dans des périodes postérieures au processus d'acculturation. Voir John W BERRY, "Acculturation et adaptation", in: Marie-Antoinette HILY et Marie-Louise LEFEBVRE, *Identité collective et altérité. Diversité des espaces/spécificité des pratiques*, Paris, L'Harmattan, 1999, p.178.

condition d'assimilés) était fréquente⁴⁸, chaque fois que ceux-ci cherchaient un emploi rémunéré. Quand c'était le cas, on disait que cela procédait de la paresse et d'un manque d'attachement à la terre.

Le même rejet a eu lieu aussi pour le groupe des métis, qui était aussi un sous-produit ou un hybride résultant du contact entre les colonisateurs et les peuples autochtones. Comme les indigènes qui réussissaient à surmonter les obstacles de l'indigénat, les métis ont été rejetés. À leur propos, un rapport stigmatise ainsi leur situation : « Le métis, abandonné par son père et méprisé par les populations indigènes, se transforme peu à peu en rebelle, en élément dangereux pour la marche de la colonisation, par les [mauvais] exemples qu'il donne (...) »⁴⁹. Ce processus en vient à se constituer comme l'un des fondements de la rupture du contact entre les deux groupes sociaux coexistant dans l'espace colonial pendant cette phase et, d'une certaine façon, pourrait conduire les indigènes aussi à réévaluer toutes les relations établies auparavant avec les Portugais.

L'autre domaine qui a donné l'occasion de maintenir les natifs dans le soi-disant traditionnel concerne l'occupation de l'espace. Les articles 85 et 87 du Chapitre XVI - « De la subdivision territoriale » - sont venus donner un corps légal à l'introduction des réserves indigènes. L'article 85 définit les circonscriptions civiles comme « (...) les subdivisions administratives incluant une ou plusieurs divisions territoriales indigènes complètement dominées et pacifiées, dont l'état de civilisation et de progrès de leurs habitants n'est pas encore compatible avec le système de l'administration le plus parfait ». L'article 87 précise que « les limites des circonscriptions civiles, *capitanias-mores* et des commandements militaires devront coïncider, dans la mesure du possible, avec celles des divisions indigènes (...) ». En revanche, les blancs vivaient dans les conseils et les paroisses, c'est-à-dire sans contact avec les indigènes. Jusqu'à il y a 60 ans, ce séparatisme était typique à en croire les résultats d'un travail universitaire de l'époque, qui concluait que la société coloniale était hétérogène, caractérisée par l'existence de trois strates socio-économiques bien distinctes :

« - Une (première) minorité - environ 2, 5 % de la population totale - composée d'Européens, d'Asiatiques, de Métis et de quelques Africains, concentrée dans les zones urbaines et les exploitations agricoles et minières (...), occidentalisée et, dans sa grande majorité, urbanisée » (...)⁵⁰ ;

- Une (deuxième) minorité - 3, 5 % - formée d'éléments de diverses races, mais surtout d'Africains, avec une tendance à s'agglomérer à la périphérie des centres de concentration de population les plus importants. Les Africains de ce groupe de population sont d'origine rurale, tendant soit à attirer auprès d'eux leurs familles éloignées, soit à se détribaliser et, donc, à abandonner, au moins partiellement, leur système culturel et social d'origine. Ils deviennent, en général, salariés ;

- Une majorité d'Africains - 94 % - (donc presque la totalité), composée par des ruraux, vivant « fondamentalement dans un régime d'économie de subsistance, complété par le travail salarié de type migratoire et par quelques revenus agricoles. Ce

⁴⁸ Eduardo d'Almeida SALDANHA. *Questões Nacionais ... op. cit.* p. 65.

⁴⁹ António Lopes dos SANTOS, "Relatório do Governador do Distrito de Moçambique ...", *op. cit.*, p. 55.

⁵⁰ À propos de ces villes, Oliveira soulignait que « aujourd'hui il est déjà possible de vivre dans certaines de ces villes avec toutes les qualités et le confort de la civilisation européenne, sans contact avec la réalité africaine la plus vivante et la seule digne d'intérêt véritable : l'indigène. On peut même dire qu'il est possible d'habiter en Afrique et d'ignorer absolument l'Afrique ». Nunes de OLIVEIRA, *Administração e política social em ...*, *op. cit.*, p. 10.

sont les voisins des *regedorias* (...), régies, dans leurs relations juridiques, par le droit coutumier »⁵¹.

La question qui résulte de cette séparation est : comment les indigènes pourraient être en mesure d'accéder à quelque chose sans avoir aucun contact avec ?

Sur le plan sociétal, les prescriptions énoncées par un gouverneur colonial du District du Mozambique donnent une idée de l'état d'esprit colonial :

« Par rapport aux non-indigènes qui vivent maritalement avec des femmes africaines, il faut les séparer en trois groupes : les Assimilés, les Européens et les non-Européens. Le processus à suivre pour les Assimilés serait de leur retirer leur licence d'assimilation ou la citoyenneté, quand ils ne se marient pas avec des femmes d'égale condition. Par rapport aux Européens, il faut faire attention à deux situations : ceux qui ont une famille constituée en métropole et ceux qui sont venus en célibataires. Il serait avantageux de promouvoir par tous les moyens à notre portée l'intégration des familles des premiers, dans de nombreux cas même comme des colons, et de donner la préférence et des facilités aux émigrants déjà mariés et disposés à venir accompagnés de leurs femmes. Normalement, ceux-ci devraient jouir d'une préférence absolue par rapport aux célibataires, aux divorcés ou aux veufs »⁵².

La dichotomie tradition / modernité pendant la période coloniale, que ce soit chez les Portugais ou chez d'autres Européens, relève du processus de reproduction du système colonial. Si les pays colonisateurs avaient introduit une forme d'égalitarisme, cela n'aurait pas permis la mise en pratique de tous les règlements capables de permettre la reproduction économique et sociale dans un cadre colonial. Ainsi, « par sa centralité, incombe aux dominants un rôle déterminant dans le contenu du système de relations sociales sur la base de la production et dans la répartition des ressources ainsi que dans l'anticipation de stratégies face aux menaces contre sa stabilité et/ou sa pérennité (...) »⁵³.

Par tous ces arguments, nous avons voulu montrer qu'en fait l'opposition entre le moderne et le traditionnel était artificielle, inventée. Il n'y a pas eu d'extension de la sociabilité européenne capable de relancer l'Afrique au niveau européen, tel que les Européens s'y déclaraient prêts, au moins dans les textes produits dans les aréopages internationaux. Par ailleurs, il n'y a pas eu d'« opposition » au sens où l'Afrique ne s'est pas opposée à un processus censé être moderne, englobant l'approche scientifique des choses, l'introduction des villes et des routes, etc. Si cette modernisation avait été effective, il n'y aurait certainement pas eu d'opposition. Au contraire, l'Afrique a donné des signes de son adaptation aux nouvelles réalités, ce qui indique qu'elle n'était pas opposée à cette modernité qui lui était imposée. À sa façon, Irène Gil, une savante de l'époque, reconnaît en partie cette réalité quand elle écrit en 1959 :

⁵¹ A Lima de CARVALHO, “Reflexões para uma análise dimensional da estrutura de Moçambique”, in: *Moçambique, Curso de extensão universitária. Ano lectivo de 1964-1965*, Lisboa, Instituto Superior de Ciências Sociais e Política Ultramarina, p. 127.

⁵² António Lopes dos SANTOS, “Relatório do Governador do Distrito de Moçambique ...”, op. cit., p. 56.

⁵³ José MAGODE, “O Estado colonial, a elite [rural] indígena e a comunicação sistémica. Agregação e conflitualidade entre dominantes e dominados, na circunscrição dos Muchopes, 1933-1974”. IV RIHA, Maputo, août 2004, p. 2.

« En raison de plusieurs facteurs liés à leur graduelle émancipation, et avec l'attraction qu'exerce sur eux la vie urbaine qui les a libérés des travaux des champs, le phénomène de la détribalisation progressive s'aggrave, détachant de plus en plus l'homme et la femme indigènes des habitudes de leurs ancêtres. Les fils, qui anciennement appartenaient au clan, déjà, par l'observation de ce qui se passe chez nous, désirent appartenir exclusivement au père et à la mère »⁵⁴.

Certains processus, comme l'émergence des quartiers périphériques des villes, dans la mesure où la modernité s'y circonscrivait dans certaines parties de l'Afrique, sans aucune planification du système lui-même, ont été en quelque sorte la façon que l'Afrique a trouvée pour s'insérer dans ce monde qui lui était fermé, donc la façon de revendiquer l'accès à certaines conditions qui étaient offertes aux Européens. Dans ce contexte, loin de nier la modernisation, c'est-à-dire de s'opposer au processus, les « natifs » ont cherché plutôt à s'opposer aux pratiques qui les empêchaient de bénéficier de l'égalité, celle-là même vers laquelle l'Europe était censée les conduire.

Un dernier exemple pour illustrer ce point. Il concerne les opportunités d'apprentissage. À Mossuril, l'un des endroits où la colonisation fut la plus systématique depuis le début de la présence portugaise sur le terrain, contrastant avec l'inefficacité de l'église dans le développement de l'enseignement catholique, on signale à la même période et dans la même zone que « rares sont les habitants qui ne savent pas lire et écrire - bien que dans des caractères swahili »⁵⁵. Cette réalité côtière permet de comprendre que si le Portugal ne réussissait pas à diffuser l'enseignement, et en conséquence la modernité, ce n'était pas à cause de la réticence des indigènes à l'égard d'un système éducatif, ni à cause d'un manque de prédispositions à l'apprentissage de la part de ceux-ci, comme les Portugais l'ont parfois affirmé. L'examen des faits montre que l'inefficacité de l'éducation était liée à la précarité des ressources qui auraient pu rendre possible l'introduction de la modernité toujours revendiquée, mais que l'intérêt de perpétuer la situation qui prévalait ne l'a pas permis.

Pour conclure, nous aimerions citer Alan Paton, un écrivain sud-africain, qui écrivait dans les années 1950 :

« Nous affirmons que Dieu a accordé aux hommes des dons égaux, mais nous craignons, en ce qui concerne l'homme noir, de mettre ces dons en pratique. Nous croyons enfin dans la fraternité humaine, mais nous ne la désirons pas en Afrique. La vérité est que, et bien que de façon répétée nous le proclamions, notre civilisation n'est pas chrétienne. C'est un mélange tragique de grandes idées et de mesquines actions, d'apparente sécurité ôtée par l'anxiété, de charité fraternelle et de désir immodéré des richesses »⁵⁶.

De notre point de vue cette citation illustre bien que l'opposition Moderne / traditionnel a été subjectivement construite par les Européens, qu'elle s'est affirmée

⁵⁴ Irene GIL, *Alguns aspectos das nossas relações com os indígenas*, Associação dos Naturais de Moçambique, Coleção Anambique n° 4, Lourenço Marques, Artes Gráficas, Lda, 1959, p. 11.

⁵⁵ «Relatório da inspecção às circunscrições do Distrito de Moçambique», vol. I, ... op. cit., p. 33.

⁵⁶ «Relatório da Direcção dos Serviços dos Negócios Indígenas e da Curadoria-Geral da Província de...», op. cit. p. 14.

fondamentalement dans les moments qui convenaient à leur entreprise coloniale, que l'objectif était d'entretenir l'idée qu'il y avait deux mondes qui ne pouvaient pas communiquer entre eux, la véritable intention étant de garantir le maintien de la supériorité européenne construite à partir de présupposés.